

L'accord Macron-Merkel va-t-il sauver l'UE de la débâcle ?

 revolutionpermanente.fr/L-accord-Macron-Merkel-va-t-il-sauver-l-UE-de-la-debacle

La pandémie de Covid-19, dont l'Europe a été l'un des épicycles, a accru le clivage entre les pays du Sud et du Nord du continent, tout en faisant de certains pays membres, comme l'Italie en crise, en un véritable champ de bataille entre les Etats-Unis, la Chine et la Russie. La proposition portée par l'axe franco-allemand vise à répondre à ces contradictions, qui mettaient en péril la survie même de l'Union Européenne.

Crédits : Mar Ned-Enfoque Rojo

L'UE au bord de l'abîme

Déjà durement frappée au pic de la pandémie, le manque de solidarité et les divergences entre les pays européens pourraient s'approfondir dans le cadre la crise économique qui se prépare, et des plans de relance que chaque pays entend mettre en place pour sauver son économie. De fait, l'absence d'une réaction commune risque de favoriser les solutions nationales, non coordonnées, voire opposées. Il s'agit d'une situation nouvelle qui menace de faire ressurgir la crise de l'euro qui n'a jamais été réellement résolue. La monnaie unique n'a pas permis de renforcer la cohésion entre le Nord et le Sud de l'Europe, pas plus que les mesures adoptées à la suite de la crise des dettes souveraines (2010-2012), dans le sillage de la crise financière de 2008. Pourtant, à la différence de cette dernière crise européenne, la crise actuelle touche l'ensemble des pays, y compris les plus puissants. Les différents Etats ont annoncé des plans de relance nationaux, nécessairement inégaux, et courent ainsi le risque d'exacerber les différences au sein de l'Union, augmentant la fragmentation de la zone euro.

Comme l'explique John Springfor, directeur adjoint du Centre for European Reform, dans les colonnes du *Financial Times*, « *il existe plusieurs raisons qui expliquent que le Covid-19 fasse plus de dégâts dans le Sud de l'Europe. L'Italie et l'Espagne ont été frappées par la pandémie en premier. Le bilan sévère que les deux pays ont dû assumer a permis aux autres de se confiner plus rapidement, limitant ainsi l'expansion de l'épidémie et raccourcissant la durée du confinement. Comme le montrent nos recherches, les Allemands seront en mesure de retourner au travail plus tôt que les Italiens ou les Espagnols. Chaque mois de confinement réduit le PIB annuel du pays concerné de 2 à 3 pourcents. Les mesures de confinements sont également plus douloureuses dans le Sud de l'Europe. La Grèce, l'Espagne, l'Italie et le Portugal comptent des secteurs touristiques ou industriels – voire parfois les deux – plus importants que dans les pays du Nord. Or, les employés de bureau peuvent plus facilement travailler depuis chez eux, tandis que dans les usines ou l'industrie du loisir, les salariés doivent nécessairement travailler côte à côte, ou à proximité des clients. Le tourisme a également un caractère plus saisonnier dans les régions balnéaires méditerranéennes que dans les pays du*

Nord. Même si la Grèce entend rouvrir son secteur touristique rapidement, les mesures de confinement à travers l'Europe risquent fort de se poursuivre pendant l'été, au moment où les pays du Sud de l'Europe réalisent le maximum de bénéfices. En outre, les pays du Sud de l'Europe ont des ressources fiscales plus limitées pour soutenir les entreprises et les travailleurs à l'arrêt. La Commission Européenne s'inquiète déjà que le large plan de prêts garantis allemand, à destination de ses propres entreprises, ne mette en danger le marché unique. En effet, les pays du Sud de l'UE ont des niveaux d'endettement plus élevés, de même que leurs coûts d'emprunt, ce qui les rend moins à même d'utiliser leur revenu national pour protéger leurs entreprises de la faillite, ou stimuler la relance. Cela signifie que les pays du Nord se trouveront dans une meilleure position pour s'accaparer d'importantes parts de marché dans toute l'Europe quand la pandémie prendra fin. Cela va également saper la croissance dans le Sud de l'Europe, relativement au Nord ».

Du fait de ces divergences, la dette publique va également augmenter fortement, avec pour conséquence que les pays déjà endettés auront plus de difficultés à emprunter pour alimenter leurs programmes de relance. Le scénario catastrophe d'une explosion de la monnaie commune, suite à une nouvelle attaque spéculative contre l'Italie qui se répercuterait sur l'Etat espagnol et la France, n'est pas à écarter. Même si la Banque Centrale Européenne tente conjurer une telle situation, en continuant à intervenir sur les marchés, la profondeur de la crise interroge l'efficacité de cette stratégie. C'est dans ce contexte critique qu'il faut analyser la réaction de l'axe franco-allemand, et le virage de la chancelière Angela Merkel.

Le virage de Merkel, un moment « hamiltonien » en Europe ?

Berlin a longtemps résisté aux ambitions de Paris, porte-drapeau des pays du Sud, autour d'une meilleure répartition de la charge fiscale, restant inébranlable face aux arguments pointant le danger à venir pour la stabilité de l'eurozone. Dans ce cadre, la proposition franco-allemande d'un fond de relance de 500 milliards d'euros pour aider à répondre aux impacts économiques de la pandémie de coronavirus, qui inclue le principe de transferts directs pour les régions les plus touchées plutôt que des emprunts, financé par une dette commune de l'UE, est une concession importante qui en dit long sur la gravité de la crise.

Pour certains, il s'agit d'un moment « hamiltonien », en allusion au premier secrétaire du Trésor états-unien, Alexander Hamilton, qui réussit à mutualiser la dette des Etats dont les caisses avaient été vidées par la guerre d'indépendance contre la couronne britannique entre 1775 et 1783. C'est la référence historique qui a été choisie mercredi dernier par le ministre des Finances allemand, Olaf Scholz, pour défendre le plan franco-allemand dans un entretien avec *Die Zeit*. Il est clair que, pour la première fois, les deux premières économies de la zone euro se sont mises au diapason pour proposer un « outil d'endettement commun » et que, pour garantir les centaines de milliards de nouveaux emprunts, l'UE aura besoin d'augmenter ses recettes fiscales. Aussi, les plus enthousiastes notent que pour obtenir des ressources supplémentaires, l'UE devra

collecter de nouveaux impôts pour son propre compte, à savoir des impôts paneuropéens basés sur des activités économiques transfrontalières, à l'instar de taxes sur les émissions de carbone ou sur les transactions financières.

Mais, comme il s'agit de l'Europe, il convient de ne pas aller plus vite que la musique. D'abord, il ne s'agit pas d'une garantie de solidarité entre les Etats européens sur les dettes passées, mais bien de donner accès à 500 milliards d'euros d'argent frais pour lutter contre les conséquences sanitaires, économiques et sociales de la crise du coronavirus. Plus important encore, l'argent ne viendra pas sans conditions. Selon la France et l'Allemagne, le soutien de l'UE impliquera que les bénéficiaires suivent des « *politiques économiques solides et un ambitieux programme de réformes* ». Rien de mieux pour doucher les espoirs de certains dirigeants de pays du Sud de l'Europe, à l'image du premier ministre espagnol Pedro Sanchez, qui aurait pu penser que l'UE allait les sauver sans contrepartie. De fait, si l'argent ne sera pas remboursé directement par les gouvernements qui l'utilisent, et si ceux-ci ne s'endetteront pas auprès des marchés, les montants versés restent issus d'emprunts réalisés par l'UE (au travers de la Commission) qui devront être remboursés. Ainsi, l'Italie, qui sera l'un des principaux bénéficiaires devra contribuer au remboursement, même si ce sera dans une bien moindre mesure que l'Allemagne (respectivement 11 contre 27%). Plus généralement, « *pour différentes raisons cependant, le plan reste loin de la logique hamiltonienne de construction d'un Etat-nation ou nation building. Il n'y aura pas de mutualisation de la dette existante, et le fonds de soutien a vocation à être une mesure temporaire. Par ailleurs, des Etats membres pourraient s'opposer à cette proposition. Pour que le plan soit réellement un moment "hamiltonien", les Etats membres devraient aller plus loin et attribuer à l'UE d'importants pouvoirs de taxation* », selon Shahin Vallée, du Conseil allemand des affaires étrangères, repris par le *Financial Times*. Selon le même journal, « *rien dans l'accord proposé ne tend vers cette perspective. Les plans de la Commission, qui devraient être dévoilés la semaine prochaine, proposeront probablement que celle-ci se voie attribuer des "ressources propres" supplémentaires (...). L'UE est déjà partiellement financée au travers de ressources propres, incluant des droits de douane, mais une source de revenus supplémentaire aiderait à financer la nouvelle dette de la Commission. Pour autant, un véritable pas véritable vers une union fiscale impliquerait de transférer des ressources propres en quantité bien plus importantes. Il nécessiterait aussi un accord unanime des Etats membres, tout en étant inadmissible pour beaucoup de budgets nationaux (...). Une union fiscale devrait logiquement avoir un seul ministre des Finances, responsable des emprunts et des dépenses. Or, le plan franco-allemand devrait peu affecter le système de gouvernance hybride de l'UE. De même, du fait qu'ils approuvent le budget de l'UE tous les sept ans, les gouvernements nationaux ont également le dernier mot sur d'éventuelles nouvelles taxes européennes* ».

L'UE, entre fissures internes et bataille géopolitique mondiale

La réalité qui empêche de progresser vers un État fédéral est que les différences au sein de l'UE sont structurelles. Le fossé Nord-Sud est le plus profond du continent et il a aujourd'hui l'Italie comme maillon faible ce qui, de par le poids de ce pays, met en péril tout l'édifice européen construit à ce jour. Comme l'a déclaré le Premier ministre italien

et ancien commissaire européen Mario Monti : « *Il ne s'agit pas d'une question de "dolce vita" [en allusion au caractère trop dépensier, selon certains pays du Nord de l'Europe, d'une Italie extrêmement endettée]. Mais d'une question de vie ou de mort [pour l'UE] ».*

Le coronavirus a joué sur la même faille tectonique que celle qui avait contribué à secouer l'Union lors de la crise de l'euro, la débâcle en Grèce étant, alors, un avertissement spectaculaire pour l'avenir. La réalité est que, comme le dit l'économiste hétérodoxe Juan Laborda, « *le problème de base de l'Union européenne est plus profond, puisqu'elle a été conçue sur mesure pour l'Allemagne depuis ses origines. D'une part, l'entrée du Sud de l'Europe dans l'euro, avec le consentement de ses élites, a fini par détruire notre secteur industriel qui n'était pas préparé au libre marché. Mais ce n'est pas tout. À ce jour, l'Allemagne ne veut toujours pas réduire ses excédents de balance courante par des politiques qui facilitent une plus grande consommation des ménages. Elle ne voulait pas non plus assumer les conséquences du risque de prix des investissements de ses banques. Ces dernières ont canalisé l'épargne allemande vers des activités et des actifs sans effectuer une analyse de risque correspondante, ce qui a obligé les Espagnols et les Irlandais, par exemple, à les sauver en socialisant les pertes bancaires. Pour couronner le tout, l'Allemagne ne s'est toujours pas engagée dans une union fiscale qui impliquerait un processus de mutualisation des dettes au sein de l'Europe et une taxation des mécanismes de règlement des renflouements bancaires aux dépens des créanciers plutôt que des contribuables. En bref, et contrairement à ce que l'on a généralement supposé, l'euro a en réalité signifié une subvention de l'Europe du Sud à l'Allemagne, car il est devenu une simple relation créancier-débiteur ».*

Dans le cadre de cette relation inégale, les Pays-Bas disent tout haut ce que l'Allemagne pense mais ne dit pas. L'économie hollandaise, en effet, est entièrement consacrée aux exportations, qui représentent jusqu'à 84 % de sa richesse nationale, contre 31 % pour la France et l'Italie, les valeurs les plus faibles de l'Union. L'Europe du Nord, à l'exception de la Finlande, a des taux d'exportation supérieurs au PIB moyen, en plus d'être des contributeurs nets au budget de Bruxelles. Ils sont pleinement intégrés dans l'économie allemande, comme c'est le cas des Pays-Bas, d'où part une grande partie de l'acier destiné à l'industrie automobile ou des biens de consommation à travers le port de Rotterdam, véritable port d'escale allemand au même titre que Hambourg. Comme Berlin, et peut-être plus légitimement, encore, La Haye n'a donc aucune motivation à changer le statu quo. Comme le souligné l'économiste Paul De Gruawe, cité par Laborda, les dirigeants hollandais tels que l'actuel Premier ministre Mark Rutte ou l'ancien chef du gouvernement, Jeroem Dijsselbloem, entretiennent « *des préjugés anti-espagnols, anti-italiens et, en général, contre les pays latins et périphériques. Ils sont convaincus qu'avec leurs économies, ils financent la fête espagnole et le gaspillage des italiens* ». L'envers du décor de cette « leçon de morale » est que ce pays a un système fiscal qui n'a rien à envier à ceux des Caraïbes : les Pays-Bas sont un paradis fiscal au cœur de l'Europe. « *Les multinationales économisent des millions d'euros qui devraient se trouver dans les caisses des Etats de différents pays lorsqu'elles font transiter les profits de leurs filiales par les Pays-Bas avant que cet argent ne retourne sur les comptes de la société mère. Les Pays-Bas sont responsables de 15 % de l'évasion fiscale mondiale. En supposant que l'évasion fiscale des entreprises au niveau mondial s'élève à environ 150 milliards de dollars, autour de 22*

milliards de dollars sont détournés par les Pays-Bas », selon le Néerlandais Arjan Lejour, du Bureau d'analyse de la politique économique (CPB) du ministère néerlandais de l'Economie et professeur de Finances publiques de l'Université de Tilburg. Comment cela s'organise ? El Confidencial, cela passe par « le sandwich hollandais », à savoir que « l'argent passe par des sociétés écran - des bureaux physiques sans employés ni activité réelle - créées par les multinationales elles-mêmes aux Pays-Bas. Ces fonds bénéficient d'un "bain de réduction fiscale" tout à fait légal aux yeux de l'État. Comme la plupart des pays européens ont des règles qui rendent difficile l'envoi direct des profits vers des paradis fiscaux, les sociétés les transfèrent d'abord aux Pays-Bas, où ils sont imposés - mais beaucoup moins que s'ils avaient déclaré les revenus dans le pays du siège réel ou dans celui des autres filiales établies dans d'autres pays. Et une fois qu'ils sont ainsi légalisés, les profits peuvent être transférés vers le paradis fiscal choisi par l'entreprise, où ils viendront gonfler le capital propre. La somme de ces taxes perdues s'élève à au moins 22 milliards d'euros ».

Cependant, dans ce cadre structurel, par rapport à la crise de 2010-12, il existe une différence, et de taille. À l'époque, l'épicentre était la périphérie : Portugal, Grèce, Irlande, Chypre. Par conséquent, l'Allemagne a essayé de limiter les plans de sauvetage au strict nécessaire, elle avait beaucoup plus de pouvoir de négociation pour imposer des réformes en échange de « l'aide ». Dans le cadre de la crise actuelle qui touche l'ensemble de l'Europe, l'Allemagne doit maintenir un équilibre difficile. D'une part, elle doit faciliter la répartition des liquidités au sein de l'UE, notamment vers le Sud, afin de sauver le marché unique, qui est l'instrument qui lui permet d'exporter autant. Et, d'autre part, elle doit réduire au minimum la répartition de la dette afin de préserver son rôle de garant en dernière instance.

Le tournant de Merkel cherche à répondre à cette difficile équation. C'est pourquoi, face aux éloges de la presse française pour Macron en tant qu'initiateur de l'accord, Merkel a une fois de plus confirmé que l'Allemagne est le leader de l'UE, grâce à sa capacité unique à conclure des accords en Europe en raison de sa taille, de sa situation géographique, de sa réussite économique et du fort consensus qui existe, en interne, en faveur de l'UE. La résurrection tant vantée de l'axe franco-allemand ne sert qu'à masquer, avec des accents parisiens, la domination croissante de l'Allemagne sur l'UE. Parallèlement à cet élément plus global, la perspective d'un effondrement de l'industrie du nord de l'Italie (mécanique, chimie, pharmacie), intégrée aux chaînes de valeur allemandes, représente un danger pour les grandes manufactures de ce pays, à commencer par l'industrie automobile. Néanmoins, et pour les raisons que nous évoquions dans le cas des Pays-Bas, quatre pays de l'UE, Danemark, Autriche, Suède et, précisément, la Hollande, ont présenté, ce samedi, un contre-plan, face aux propositions de Merkel et Macron, sans pour autant changer la donne globale.

Mais si ces éléments au sein de l'UE ont sans aucun doute pesé sur la décision de l'Allemagne, la bataille géopolitique en cours, accélérée par la pandémie, a peut-être été un élément décisif. La crise a accentué les tendances antérieures : le retour des dépenses publiques keynésiennes, la tendance à relocaliser certaines productions jugées stratégiques, l'intensification de la confrontation entre la Chine et les États-Unis. Cela

rend plus difficile la position équilibrée de l'Allemagne visant à préserver les deux marchés (en termes d'approvisionnement et de débouchés). Si, pas plus tard que l'année dernière, Merkel espérait que l'Allemagne protégerait mieux les intérêts de l'UE en parvenant à un accord avec la Chine, le COVID19 a montré qu'un tel accord est impossible. De la même façon, l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche avait déjà montré à la chancelière combien les États-Unis étaient devenus un allié peu fiable.

Dans ce cadre, l'objectif déclaré de la France et de l'Allemagne n'est pas simplement de permettre à l'UE de surmonter la crise économique causée par la pandémie de COVID19, mais de « *sortir de cette crise plus forts qu'auparavant* ». À cette fin, ils entendent agir « *en tant qu'Européens* » et « *unir leurs forces comme jamais* ». Ainsi, avec la nouvelle proposition de plan de relance et de dette mutualisée détaillée ci-dessus, le document franco-allemand affirme que les défis de l'avenir exigent de l'UE qu'elle développe une « *économie et une base industrielle résilientes et souveraines* » ainsi qu'un « *marché unique fort* » et propose que l'Union soit le véritable défenseur mondial d'un « *programme de libre-échange ambitieux et équilibré avec l'Organisation Mondiale du Commerce comme pièce-maîtresse* ».

De façon encore plus déterminante on peut lire dans *Politico* combien « *la France et l'Allemagne ont fait une rare poussée politique de haut niveau pour la création de champions industriels européens dans le cadre de la reprise post-coronavirus, se mettant ainsi sur une trajectoire de collision avec la politique antitrust de la Commission européenne. Paris et Berlin sont en pleine forme après que Bruxelles a bloqué la fusion ferroviaire entre Siemens et Alstom en 2019. Pour la France et l'Allemagne, cette fusion potentielle incarnait le genre de géant européen capable de tenir tête à l'industrie chinoise, alors que Bruxelles a averti qu'une telle entreprise dominante serait une mauvaise affaire pour les consommateurs européens et les petites entreprises sous-traitantes. Plutôt que de se plier à Bruxelles, Paris et Berlin sont en train de doubler leurs efforts pour que l'UE modifie ses règles de la concurrence. La Commission européenne doit ajuster sa stratégie industrielle pour se remettre du coronavirus et "notamment moderniser la politique européenne de la concurrence en accélérant l'adaptation des aides d'État et des règles de concurrence", [selon] une déclaration franco-allemande, ajoutant que "nous allons également réfléchir très précisément - et je pense qu'après cette crise, nous le ferons encore plus précisément - à la manière de créer des champions européens", [selon les termes de la] chancelière allemande Angela Merkel lors d'une conférence de presse virtuelle conjointe avec le président français Emmanuel Macron, ajoutant que les règles de concurrence de l'UE ont été appliquées d'une manière "très ciblée" sur la concurrence en Europe. "Nous avons vu que d'autres, que ce soit les États-Unis, la Corée du Sud, le Japon ou la Chine, se sont très largement appuyés sur des champions mondiaux, et je pense que cette approche est la réponse nécessaire. Nous ne devons pas avoir peur d'avoir des champions mondiaux, mais nous devons travailler dans ce sens" [a complété Merkel] ».* Cependant, en dépit de ces déclarations pompeuses qui montrent une nouvelle volonté de la part de Berlin de se libérer de certains obstacles, en raison de ses contradictions et de ses limites stratégiques tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, tout laisse à croire que ce processus sera très lent, et émaillé d'obstacles.

En conclusion, l'UE subit la pression de diverses forces internes et externes dont dépendra son avenir et, en grande partie, les relations interétatiques dans les années à venir. Si la bataille géopolitique féroce rapproche les États européens, des forces internes, telles que les impulsions nationalistes et les intérêts économiques plus étroitement définis des différents États membres, sont en train de diviser l'UE. Comme nous l'avons montré, les forces internes sont encore extrêmement puissantes et ne seront pas facilement surmontées. Parallèlement, bien que le front Merkel-Macron les renforce immédiatement sur le plan interne – ce qui vaut notamment pour le président français qui a été durement touché sur le front interne (Gilets Jaunes, grève contre la réforme des retraites) ainsi que par la gestion catastrophique de la crise sanitaire -, il ouvre, pour la période à venir, une série de contradictions qui peuvent être exploitées par le prolétariat à condition de défendre une politique indépendante.

Ceci n'est pas notre Union. Pour l'expropriation du secteur bancaire, dans la perspective d'une Europe des travailleurs et des travailleuses

Dès que la déclaration du tandem Merkel-Macron a été rendue publique, la DGB, la confédération syndicale allemande, et les cinq centrales françaises - CFDT, CFTC, FO, UNSA mais aussi CGT -, ont lancé une tribune appelant à un soutien critique de l'initiative franco-allemande. Tout en regrettant « *le manque de concertation entre les Etats membres au début de la pandémie qui a pu mener à la prise de décisions non coordonnées, voire au détriment les uns des autres* » et en affirmant condamner « *fermement les incidents xénophobes qui se sont produits à la frontière franco-allemande et qui nous rappellent avec effroi un des chapitres les plus sombres de notre histoire* », l'axe de la déclaration de ces syndicalistes repose sur le « *besoin d'une stratégie de relance efficace, qui doit aller au-delà des 500 milliards d'euros annoncés par la France et l'Allemagne. Le plan de relance doit être accompagné d'un nouveau cadre financier pluriannuel ambitieux porté à au moins 2 % du produit intérieur brut (PIB) européen* ». Tirant profit de ce retour en force de l'axe franco-allemand, les directions syndicales continuent à entretenir l'illusion réactionnaire qu'il serait possible « *d'approfondir l'Europe sociale* », une illusion qui a montré son vrai visage, au cours des dernières années, et qui pourrait s'avérer encore plus néfaste dans les mois à venir. « *Le plan de relance annoncé par la Commission européenne, complètent les directions syndicales des deux côtés du Rhin, doit s'appuyer sur l'initiative franco-allemande et ne doit rien délaissier des ambitions affichées avec le "Green deal" pour une transition écologique socialement juste et un modèle économique plus juste, plus durable et qui remette l'humain au centre* ».

Ces déclinaisons à diverses échelles du réformisme et de la conciliation de classe confortent l'idée qu'il y aurait une possible unité d'intérêts entre les grandes multinationales, au profit desquelles gouverne l'UE, et le monde du travail. Leur fonction est de couvrir, avec une patine « sociale », le rôle réactionnaire qui est celui de l'Union et qui ne manquera pas de s'approfondir, au vu de la crise actuelle. A nouveau, nous disons haut et fort, face au rôle bureaucratique que joue la Confédération Européenne des Syndicats (CES), que l'UE n'est qu'une association de pays aux intérêts diamétralement

opposés à ceux des travailleurs et des travailleuses. Il s'agit d'une structure qui n'est aucunement progressiste et qui ne peut en aucun cas être réformée. En d'autres termes, il est impossible d'améliorer l'Union Européenne sans changer radicalement son contenu de classe. Cela impliquerait, de concert, de liquider le caractère impérialiste de l'UE, dont souffrent les pays d'Europe centrale et orientale, qui ont été intégrés au giron de Bruxelles à la façon de semi-colonies à la suite de la désintégration de l'ancien Bloc soviétique, mais que subissent également les peuples de la périphérie capitaliste qui sont contraints à une émigration forcée, du fait de la politique de spoliation pratiquée par les différents impérialismes européens, et qui se retrouvent, une fois aux frontières de l'UE, face à « l'Europe forteresse ».

Face à la proposition réactionnaire consistant à vouloir « réformer » l'UE ou à en appeler à une « Europe plus sociale », face à la mondialisation capitaliste, les différents tenants du souverainisme estiment que leurs thèses sont pleinement confirmées. Néanmoins, le patriotisme économique des vieilles puissances impérialistes ne peut conduire, comme par le passé, qu'à davantage de conflits et de guerres. Autant la grande bourgeoisie a internationalisé son capital et a embrassé la cause du mondialisme – sans jamais, pour autant, renoncer à ses bases nationales – autant les souverainistes présentent l'idée de nation comme une grande nouveauté. Et pourtant, comme le soulignait Léon Trotsky face au surgissement du nationalisme réactionnaire dans les années 1930, *« le patriotisme dans son sens moderne -ou, plus précisément, son sens bourgeois- est un produit du XIX^e siècle. (...) Mais le développement économique de l'humanité qui a balayé le particularisme médiéval ne s'est pas arrêté à l'intérieur des frontières nationales. Le développement du commerce mondial a été parallèle de la formation des économies nationales. La tendance à ce développement -au moins pour les pays avancés- s'est exprimée dans le déplacement de gravité du marché intérieur au marché extérieur. Le XIX^e siècle a été marqué par la fusion du destin de la nation avec celui de sa vie économique, mais la tendance fondamentale de notre siècle est la contradiction grandissante entre nation et vie économique »* [1]. Cette contradiction est encore plus aiguë aujourd'hui, après le processus phénoménal d'internationalisation des forces productives à la suite de la Seconde Guerre mondiale et qui s'est accéléré au cours des dernières décennies. Ce n'est pas un hasard, d'ailleurs, si chaque fois que des dirigeants européens comme Merkel ou Macron parlent de « souveraineté », le terme ne s'applique pas tant à la France ou à l'Allemagne qu'à l'espace européen en général. Croire qu'il est possible de revenir aux frontières nationales dans le cadre des grands pôles qui dominent l'économie mondiale est aussi illusoire, pour l'organisation de la production, que l'efficacité de la fermeture des frontières que réclamaient les souverainistes de droite pour éviter la propagation du Covid-19. Les avancées réelles telles que le degré d'eupéanisation des forces productives, les connexions supranationales à plusieurs niveaux, les tendances à l'unification culturelle ne sauraient être sacrifiées sur l'autel du nationalisme, du protectionnisme et du militarisme qui va avec.

« Comment garantir l'unité économique de l'Europe,, interrogeait Trotsky dans le même texte, tout en préservant une complète liberté de développement culturel aux peuples qui y vivent ? Comment une Europe unifiée peut-elle être intégrée dans une économie mondiale

coordonnée ? On ne peut trouver la solution en déifiant la nation, mais, au contraire, en libérant totalement les forces productives des chaînes que leur a imposées l'Etat national » [2]. Seul le prolétariat, en tant que classe véritablement universelle, est en capacité de mener à bien cette tâche de façon progressiste et au service de l'ensemble de l'humanité, permettant une expansion des avancées technologiques tout en respectant l'équilibre environnemental et de façon à réduire considérablement la charge humaine dans le travail. C'est tout le sens de notre combat pour une Europe unie et socialiste, pour une Europe des travailleurs et des travailleuses.

Dans la période à venir, compte tenu de la centralité que va acquérir la question du fardeau de la dette et compte tenu de la rente parasitaire engrangée par le système financier, nous devons défendre la revendication de l'expropriation des grandes banques privées, des fonds d'investissements, des grands groupes d'assurance capitalistes et l'étatisation du système de crédit. Compte tenu l'énorme et monstrueux développement du capital financier qui est l'une des facettes de la crise actuelles, l'un des chapitres du *Programme de Transition* de 1938 acquiert une actualité renouvelée : « *L'impérialisme signifie la domination du capital financier. A côté des consortiums et des trusts, et souvent au-dessus d'eux, les banques concentrent dans leurs mains le commandement réel de l'économie. Dans leur structure, les banques reflètent, sous une forme concentrée, toute la structure du capitalisme contemporain : elles combinent les tendances du monopole aux tendances de l'anarchie. Elles organisent des miracles de technique, des entreprises gigantesques, des trusts puissants ; et elles organisent aussi la vie chère, les crises et le chômage. Impossible de faire un seul pas sérieux dans la lutte contre le despotisme des monopoles et l'anarchie capitaliste, qui se complètent l'un l'autre dans leur œuvre de destruction, si on laisse les leviers de commande des banques dans les mains des rapaces capitalistes. Afin de réaliser un système unique d'investissement et de crédit, selon un plan rationnel qui corresponde aux intérêts du peuple tout entier, il faut fusionner toutes les banques dans une institution nationale unique. Seules, l'expropriation des banques privées et la concentration de tout le système de crédit entre les mains de l'État mettront à la disposition de celui-ci les moyens nécessaires réels, c'est-à-dire matériels et non pas seulement fictifs et bureaucratiques, pour la planification économique. L'expropriation des banques ne signifie en aucun cas l'expropriation des petits dépôts bancaires. Au contraire : pour les petits déposants, la Banque d'Etat unique pourra créer des conditions plus favorables que dans les banques privées. De la même façon, seule, la banque d'État pourra établir pour les fermiers, les artisans et les petits commerçants des conditions de crédit privilégiées, c'est-à-dire à bon marché. Néanmoins, plus important encore est le fait que toute l'économie, avant tout l'industrie lourde et les transports, dirigée par un état-major financier unique, servira les intérêts vitaux des ouvriers et de tous les autres travailleurs. Cependant, l'étatisation des banques ne donnera ces résultats favorables que si le pouvoir d'État lui-même passe entièrement des mains des exploiters aux mains des travailleurs ».*

Une campagne pour l'expropriation du secteur bancaire de la part des forces qui se revendiquent de l'extrême gauche permettrait de consolider une position indépendante, tout à la fois contre la bourgeoisie et ses partis dont le but est de maintenir l'actuel système de domination de la finance et du grand capital, comme en témoigne l'accord

Merkel-Macron, mais également contre les nationalistes qui se contentent d'accuser Bruxelles pour suivre, en dernière instance et dans le pire des cas, exactement la même politique néo-libérale, comme a pu le faire Matteo Salvini, lorsque la Ligue était au gouvernement, en Italie - mais aussi contre ceux qui, à gauche, se réclament de la « souveraineté française » contre Berlin, ce qui revient à défendre les capitalistes hexagonaux comme si ces derniers ne tiraient pas profit de la situation et ne participaient pas à l'exploitation des peuples et à la spoliation des colonies et des semi-colonies. Une campagne de ce type, qui pourrait être conduite, dans le cas français, par le Nouveau Parti Anticapitaliste et par Lutte Ouvrière, renforcerait au sein du monde du travail l'idée que seul un gouvernement des travailleurs et des travailleuses peut offrir une solution face à la situation catastrophique qui s'approche à grands pas, face aux différents accords et plans issus des sommets européens entre gouvernements capitalistes qui s'apprêtent à redoubler leur offensive, au cours de la période à venir.